A°. 1925.



N°. 8.

PUBLICATIE-BLAD.

BESCHIKKING *van den 20sten Januari 1925, No. 61, bepalende de plaatsing in het* Publicatieblad *van het Koninklijk besluit van den 20sten November 1924* (Staatsblad No. 514), *bepalende de bekendmaking in het* Staatsblad *van het op 20 Januari 1923 te 's-Gravenhage tusschen Nederland en Tsjechoslowakeije gesloten handelsverdrag.*

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive van den Minister van Koloniën van 10 December 1924, 4de Afdeeling No. 16/461, waarbij ter bekendmaking is ontvangen het Koninklijk besluit van den 20sten November 1924 *(Staatsblad No. 514)*, bepalende de bekendmaking in het *Staatsblad* van het op 20 Januari 1923 te 's-Gravenhage tusschen Nederland en Tsjechoslowakeije gesloten handelsverdrag.

Heeft goedgevonden te bepalen :

dat voormeld Koninklijk besluit van 20 November 1924 nevens afschrift dezer beschikking in het *Publicatieblad* zal worden geplaatst.

De Gouverneur voornoemd,
BRANTJES.

Uitgegeven den 21n. April 1925.
De Gouvernements-Secretaris,
BOOMGAART.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ, ENZ, ENZ.

Gezien de wet van den 22sten Mei 1924 (*Staatsblad* n°. 253), houdende goedkeuring van het op 20 Januari 1923 te *'s-Gravenhage* tusschen *Nederland* en *Tsjechoslowakije* gesloten handelsverdrag, met daarbij behoorend protocol en bijlagen, en voorbehoud der bevoegdheid tot het bekrachtigen van wijzigingen, welke overeenkomstig paragraaf 9, lid 3 van het protocol eventueel in de bepalingen daarvan mochten worden aangebracht;

Gezien mede de op 17 October 1924 tusschen Onzen Gezant te Praag en den Tjechoslowaakschen Minister van Buitenland gewisselde nota's, strekkende tot het aanbrengen van eenige wijzigingen in genoemd protocol;

Overwegende, dat de akten van bekrachtiging van bedoeld verdrag op 17 October 1924 te *Praag* zijn uitgewisseld;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 15den November 1924, Directie van het Protocol n°. 36293;

Hebben goedgevonden en verstaan:

meergenoemd protocol met bijlagen, alsmede bovenbedoelde nota's, van welke stukken een afdruk en eene vertaling hierbij zijn gevoegd, te doen bekend maken door de plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

Het Loo, den 20sten November 1924.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
VAN KARNEBEEK.

Uitgegeven den *tweeden* December 1924.

De Minister van Justitie,
HEEMSKERK.

Convention.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et le Président de la République Tchécoslovaque, désireux de resserrer les liens d'amitié et de favoriser les relations économiques entre les deux Pays, ont résolu de conclure une Convention de Commerce et ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Son Excellence Jonkheer H. A. van Karnebeek, Son Ministre des Affaires Etrangères,

Le Président de la République Tchécoslovaque:

Monsieur Zdeněk Fierlinger, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Tchécoslovaque à La Haye, et Monsieur Jan Dvořáček, Ministre Plénipotentiaire et Chef de la Section Economique au Ministère des Affaires Etrangères de la République Tchécoslovaque,

lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes:

I.

1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront traités sur le territoire de l'autre Partie sous tous les rapports et notamment en ce qui concerne l'établissement et l'exercise du commerce, de l'industrie et de la navigation, leur situation juridique, leurs biens mobiliers et immobiliers, leurs droits et intérêts, aussi avantageusement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

2. Ils seront libres de régler leurs affaires sur le territoire de l'autre Partie, soit personellement, soit par un intermédiaire de leur propre choix, sans être soumis

à cet égard à d'autres restrictions que celles prévues par les lois et règlements en vigueur dans le territoire respectif.

3. Ils n'auront à payer pour l'exercice de leur commerce, de leur industrie et de leur navigation sur le territoire de l'autre Partie aucun impôt, taxe ou droit autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus des nationaux.

II.

1. Les sociétés anonymes et autres sociétés commerciales, industrielles ou financières, y compris les compagnies de navigation, qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes et qui d'après les lois de cette Partie y sont légalement constituées, seront autorisées également sur le territoire de l'autre Partie à défendre tous leurs droits et spécialement à ester en justice, comme demanderesses et comme défenderesses, en se soumettant aux lois et ordonnances y relatives, en vigueur sur le territoire de cette autre Partie.

2. L'admission des sociétés énonceés ci-dessus, légalement constituées sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, qui voudront, après l'entrée en vigueur de la présente convention, étendre leur activité sur le territoire de l'autre Partie et qui, à cet effet, auraient besoin d'une autorisation spéciale, sera régie par les lois et ordonnances en vigueur sur le territoire de l'Etat respectif, étant entendu que l'admission des banques et sociétés d'assurances sera régie par les lois et ordonnances spéciales y relatives de l'Etat respectif.

3. Toutes les sociétés, une fois légalement établies, jouiront à tout égard du traitement sur le pied de la nation la plus favorisée.

III.

1. Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à accorder à l'autre le traitement le plus favorable qu'elle accorde ou pourrait accorder à l'avenir à un Etat tiers quelconque en ce qui concerne l'exportation, l'importation, l'entreposage et le transit des marchandises, l'acquittement des droits ou des taxes et l'accomplissement des formalités douanières.

2. Les produits naturels ou fabriqués, originaires de la

République Tchécoslovaque, sont admis aux Pays-Bas et dans leurs colonies et les produits naturels ou fabriqués, originaires des Pays-Bas et de leurs colonies, sont admis dans la République Tchécoslovaque au bénéfice du régime de tarifs le plus favorable que chacune des Hautes Parties Contractantes accorde ou accordera à un Etat tiers quelconque, tant en ce qui concerne tous les droits et taxes qu'en ce qui concerne tous les coëfficients, surtaxes ou majorations dont ces droits et taxes sont ou pourront être l'objet.

IV.

1. Les objets passibles de droits et servant d'échantillons, à l'exception des marchandises prohibées, seront admis de part et d'autre en franchise temporaire, sous réserve de l'observation des formalités douanières nécessaires pour en assurer la réexportation intégrale.

2. Les marques de reconnaissance apposées aux échantillons par les autorités de l'une des Hautes Parties Contractantes seront, pour l'établissement de leur identité, reconnues par les autorités de l'autre Partie, bien entendu que celles-ci auront la faculté, dans tous les cas où cela leur paraîtra nécessaire, d'y apposer à côté les marques de reconnaissance nationales.

3. Le bénéfice de cette franchise peut être retiré aux voyageurs et aux maisons de commerce, qui ne se conforment pas aux conditions établies.

V.

Aussi pour les cas non prévus par les articles précédents les Hautes Parties Contractantes s'accordent réciproquement le traitement sur le pied de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne le commerce, l'industrie, la navigation et le service consulaire.

VI.

Il est entendu que la présente convention ne déroge en rien aux avantages réservés à la République Tchécoslovaque en vertu de l'article 222 du Traité de St. Germain et de l'article 205 du Traité de Trianon, ni aux concessions qu'une des Hautes Parties Contractantes a accordées ou accordera à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic-frontière.

VII.

Tout différend sur l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente convention qui n'a pu être résolu entre les Hautes Parties Contractantes par la voie diplomatique sera soumis à la Cour Permanente de Justice Internationale.

VIII.

Les dispositions de la présente convention sont applicables aux Pays-Bas et à leurs colonies.

IX.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Prague aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et demeurera obligatoire pendant une année à partir du jour de son entrée en vigueur avec tacite réconduction pour une même période chaque fois où elle ne sera pas dénoncée par une des Hautes Parties Contractantes au moins six mois avant l'échéance.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente convention.

Faite en double à La Haye, le vingt janvier mil neuf cent vingt trois.

van Karnebeek. Zd. Fierlinger.

J. Dvořáček.

Protocole.

Au moment de procéder à la signature de la Convention conclue à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes:

Par. 1.

Le Gouvernement de la République Tchécoslovaque se voyant obligé de maintenir momentanément le régime de contrôle des importations et des exportations qu'il a institué, mais soucieux de garantir dans le sens de la Convention signée aujourd'hui aux produits et marchandises des Pays Bas et de leurs colonies un traitement au moins aussi favorable qu'à tout pays tiers, admettra à la libre importation dans la République Tchécoslovaque les produits et marchandises d'origine des Pays Bas et de leurs colonies, énumérés à la liste „A".

Par. 2.

De même le Gouvernement de la République Tchécoslovaque accordera des dérogations aux prohibitions existantes pour l'importation dans la République Tchécoslovaque des produits et marchandises d'origine des Pays Bas et de leurs colonies, énumérés à la liste „B" jusqu'à concurrence des contingents annuels y fixés.

Par. 3.

Les contingents annuels mentionnés dans la liste „B" seront épuisés en parties adéquates trimestrielles, entendu que, si l'importation d'un trimestre demeure inférieure à un quart du contingent, la différence sera ajoutée au contingent du trimestre suivant.

Par. 4.

De même un traitement bienveillant sera accordé de la part de la République Tchécoslovaque en ce qui concerne l'octroi de permissions d'importation dans la République Tchécoslovaque spécialement pour les produits et marchandises d'origine des Pays Bas et de leurs colonies, énumérés à la liste „C''.

Par. 5.

Il est entendu que les dérogations stipulées aux paragraphes 1, 2 et 4 ne dérogent en rien aux autres prescriptions s'appliquant d'une manière générale aux importations et exportations.

Par. 6.

En ce qui concerne les restrictions d'importation et d'exportation en général, les Hautes Parties Contractantes se réfèrent aux articles III et V de le Convention sus-mentionnée, étant entendu que la question des contingents est réglée par les stipulations de ce protocole.

Par. 7.

1. Si les circonstances le rendent opportun, le Gouvernement de la République Tchécoslovaque pourra exiger que les produits et marchandises importés sur son territoire soient accompagnés d'un certificat d'origine. Les certificats d'origine seront délivrés par l'autorité compétente. Le Gouvernement Tchécoslovaque pourra exiger la légalisation gratuite des certificats en question par un consulat Tchécoslovaque aux Pays Bas ou dans leurs colonies.

2. Egalement, si les circonstances le rendent opportun, le Gouvernement des Pays Bas se réserve le droit d'exiger des documents analogues en ce qui concerne les produits et marchandises originaires de la République Tchécoslovaque, importés sur le territoire des Pays Bas ou de leurs colonies.

Par. 8.

Les stipulations du présent Protocole supposent le régime actuel de l'importation et de l'exportation aux Pays Bas. Dans le cas où le Gouvernement des Pays Bas serait obligé d'introduire à cet égard des restrictions qui pourraient

frapper l'importation d'articles tchécoslovaques, il s'entendra avec le Gouvernement Tchécoslovaque pour la fixation, en ce qui concerne ces articles, des contingents correspondant aux intérets réciproques.

Par. 9.

1. Les stipulations du présent Protocole entreront en vigueur simultanément avec la Convention Commerciale entre la République Tchécoslovaque et les Pays Bas, signée aujourd'hui, étant entendu que ce Protocole sera approuvé conformément aux lois et ordonnances des Etats respectifs.

2. Sans préjudice au paragraphe 8 de ce Protocole l'échéance de celui-ci est identique avec celle de la Convention Commerciale susmentionnée, étant bien entendu que ce Protocole cessera d'avoir effet dès le moment que le régime des restrictions sera aboli.

3. Pendant cette période les Hautes Parties Contractantes pourront modifier d'un commun accord les stipulations de ce Protocole, si les circonstances se rapportant aux relations économiques mutuelles le rendent désirable.

Fait en double à La Haye, le vingt janvier mil neuf cent vingt trois.

VAN KARNEBEEK.

ZD. FIERLINGER.

J. DVOŘÁČEK.

A.

Liste de libre importation en Tchécoslovaquie.

Café
Thé
Harengs (frais et fumés) et autres poissons
Laine
Céréales
Lin
Semences: Numéros du tarif tchécoslovaque: 46, 47.
Ex 49: Ornithopus sativus
Ex 50: Phleum pratensis
Lolium italicum
Lolium perenne
Avena elatior
Poa pratensis
Poa trivialis
Trisetum flavescens
Cynosurus cristatus
Daktylis glomerata
et les semences d'autres herbes, mais toutes non mélangées
Ex 52: Toutes semences de fleurs et de légumes
Coprah
Cacao en fèves
Pommes de terre de culture
Matières tannantes exotiques

Coton

Caoutchouc

Rotin, jonc

Fibres, par exemple crin végétal etc.

Métaux (étain compris)

Farine

Benzoe

Cuirs et peaux bruts

Corne artificielle

Bois exotique

Gommes damar et gommes copal

Capoc

Lait condensé, crême condensée

Lait, crême, beurre (en vertu de la liste libre autonome actuellement en vigueur)

B.

Liste des contingents (annuels).

Huiles et graisses végétales (excepté: huile de lin, de navette et de colza) (proportionnellement)	10 000	tonnes
Huiles minérales lubrifiantes	250	,,
Huile de lin	1 000	,,
Stéarine	300	,,
Chandelles	100	,,
Oléine	500	,,
Glycérine	50	,,
Fécule de pomme de terre / Dextrine	2 000	,,

Oignons à fleurs et produits de pépinières ..	500	tonnes
Pois, haricots	1 000	,,
Légumes	1 000	,,
Chevaux et bétail	5 000	pièces
Chocolat, chocolateries et sucreries	500	tonnes
Poudre de cacao	1 000	,,
Beurre de cacao	250	,,
Gateaux et Biscuits	50	,,
Etoffes en laine	500	,,
Tissus de jute	100	,,
Soie artificielle	150	,,
Articles en caoutchouc et pneus pour automobiles et bicyclettes	250	,,
Bicyclettes	1 000	pièces
Automobiles	150	,,
Articles chimiques (proportionnellement)	50	tonnes
Produits pharmaceutiques	10	,,
Quinine et cocaïne	10	,,
Lampes électriques	750 000	pièces
Laques, vernis et couleurs	50	tonnes
Graines de carvi (cumin des prés)	500	,,
Cuir et articles en cuir	500	,,
Brosses de toutes sortes	5	,,
Colles, gelatines et issues de ces articles:		
1°. graisse de pied de boeuf	100	,,
2°. gelatine comestible (pour l'alimentation)	50	,,
Phosphates précipitées (produits accessoires de la fabrication de gelatine)	200	,,
Engrais chimiques	5 000	,,
Epiceries	750	,,
Riz	5 000	,,
Essences i. e.: toutes les huiles éthériques sauf huile de genièvre et coriandre	10	,,

Liste C.

Huile de colza
Savon et poudre de savon
Articles en coton
Lingeries
Colle d'os
Sarcocolle
Gelatine pour usage industriel
Appareils de chirurgie, pour laboratoires, optiques et autres
Articles en métaux
Appareils et moteurs électriques
Semences, non mentionnées à la liste A
Margarine
Fromage

VERTALING.

Verdrag.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en de President der Tsjechoslowaaksche Republiek, bezield met den wensch de vriendschapsbanden tusschen beide landen nauwer aan te halen en derzelver economische betrekkingen te bevorderen, hebben besloten een handelsverdrag te sluiten en hebben te dien einde tot Hunne Gevolmachtigden benoemd:

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden:

Zijne Excellentie Jonkheer H. A. van Karnebeek, Hoogstderzelver Minister van Buitenlandsche Zaken;

de President der Tsjechoslowaaksche Republiek:

den Heer Zdeněk Fierlinger, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister der Tsjechoslowaaksche Republiek te 's-Gravenhage, en den Heer Jan Dvořáček, Gevolmachtigd Minister en Chef der Afdeeling Economische Zaken van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken der Tsjechoslowaaksche Republiek,

die, daartoe behoorlijk gemachtigd, omtrent de navolgende bepalingen tot overeenstemming zijn gekomen:

I.

1. De onderdanen van elk der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied der andere Partij in alle opzichten en in het bijzonder voor wat betreft de vestiging en de uitoefening van den handel, de nijverheid en de scheepvaart, hunne rechtspositie, hunne roerende en onroerende goederen, hunne rechten en belangen, op even gunstige wijze behandeld worden als de onderdanen der meest-begunstigde natie.

2. Het zal hun vrij staan, hunne zaken op het grondgebied der andere Partij te regelen, hetzij persoonlijk, hetzij door een tusschenpersoon hunner keuze, zonder te dezen opzichte aan eenige andere beperkingen te zijn onderworpen dan die, vastgesteld bij de op dat grondgebied van kracht zijnde wetten en voorschriften.

3. Zij zullen voor de uitoefening van hunnen handel,

hunne nijverheid en hunne scheepvaart binnen het grondgebied der andere Partij geene andere of hoogere belasting, heffing of rechten betalen dan die, welke aan de nationalen opgelegd worden.

II.

1. De naamlooze en andere vennootschappen op het gebied van handel, nijverheid of financiën, daaronder begrepen de scheepvaart-maatschappijen, die haar zetel hebben op het grondgebied van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen en die, volgens de wetten dier Partij, op rechtsgeldige wijze daar zijn opgericht, zullen evenzeer bevoegd zijn om op het grondgebied der andere Partij haar rechten te verdedigen en in het bijzonder in rechte op te treden, hetzij als eischeressen, hetzij als gedaagden, mits zij zich onderwerpen aan de daarop betrekking hebbende wetten en voorschriften, van kracht op het grondgebied dier andere Partij.

2. De toelating der hierboven bedoelde, op rechtsgeldige wijze op het grondgebied van een der Hooge Verdragsluitende Partijen opgerichte vennootschappen, die na het van kracht worden van dit verdrag hare werkzaamheden willen uitstrekken over het grondgebied der andere Partij en die daartoe eene bijzondere machtiging mochten behoeven, zal geregeld worden overeenkomstig de wetten en voorschriften, welke op het grondgebied van dien Staat van kracht zijn, met dien verstande evenwel, dat de toelating van banken en verzekeringmaatschappijen zal zijn onderworpen aan de daarop betrekking hebbende bijzondere wetten en reglementen van den desbetreffenden Staat.

3. Alle eenmaal wettig gevestigde vennootschappen zullen in elk opzicht op den voet der meestbegunstigde natie worden behandeld.

III.

1. Elk der Hooge Verdragsluitende Partijen verbindt zich aan de andere de meest gunstige behandeling te verleenen, die zij toekent of in de toekomst zal toekennen aan een derden Staat, welken ook, vooral wat betreft den uitvoer, den invoer, het entrepotverkeer en den doorvoer van koopwaren, de voldoening van rechten of belastingen en de vervulling van douaneformaliteiten

2. De producten van bodem of nijverheid van Tsjechoslowaakschen oorsprong worden in Nederland en zijne Koloniën toegelaten en de producten van bodem of nijverheid van Nederlandschen en Nederlandsch-kolonialen oorsprong worden in de Tsjechoslowaaksche Republiek toegelaten, onder toepassing van het gunstigste tarief van invoerrechten, hetwelk elk der Hooge Verdragsluitende Partijen toestaat of zal toestaan aan een derden Staat, welken ook, zoowel voor wat betreft alle rechten en belastingen, als ten aanzien van alle coëfficienten, surtaxen of toeslagen, welke op deze rechten en belastingen betrekking hebben of zullen hebben.

IV.

1. Aan de betaling van invoerrechten onderworpen voorwerpen, welke als monsters dienst doen, met uitzondering van ten invoer verboden koopwaren, zullen wederzijds onder tijdelijken vrijdom van invoerrechten worden toegelaten, onder voorbehoud echter, dat de douaneformaliteiten, welke noodig zijn om den weder-uitvoer dier goederen te verzekeren, worden inachtgenomen.

2. De herkenningsmerken, door de autoriteiten van een der Hooge Verdragsluitende Partijen op de monsters aangebracht, zullen door de autoriteiten der andere Partij ter vaststelling der identiteit worden erkend, met dien verstande evenwel, dat deze laatsten de bevoegdheid zullen hebben, daarnevens de nationale herkenningsmerken aan te brengen in al die gevallen, waarin hun zulks noodzakelijk zal voorkomen.

3. Het genot van dezen vrijdom van invoerrechten kan worden ontnomen aan handelsreizigers en handelshuizen, die zich niet aan de vastgestelde bepalingen houden.

V.

Ook voor die gevallen, welke niet voorzien zijn in de voorgaande artikelen, staan de Hooge Verdragsluitende Partijen elkander wederzijds de behandeling op den voet der meestbegunstigde natie toe, voor alles wat betreft den handel, de nijverheid, de scheepvaart en den consulairen dienst.

VI.

Het is welverstaan, dat dit verdrag hoegenaamd geen betrekking heeft op de voordeelen, welke aan de Tsjechoslo-

waaksche Republiek zijn toegekend bij art. 222 van het verdrag van St. Germain en art. 205 van het verdrag van Trianon, noch op de gunsten, die een der Hooge Verdrag-sluitende Partijen aan aangrenzende Staten heeft toegestaan of zal toestaan ter vergemakkelijking van het grensverkeer.

VII.

Elk geschil over den uitleg, de toepassing of de uitvoering van dit verdrag, dat door de Hooge Verdragsluitende Partijen niet langs diplomatieken weg is kunnen worden opgelost, zal onderworpen worden aan het Permanente Hof van Internationale Justitie.

VIII.

De bepalingen van dit verdrag zijn van toepassing op Nederland en zijn Koloniën.

IX.

Dit verdrag zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging zullen zoodra mogelijk te Praag worden uitgewisseld. Het zal in werking treden vijftien dagen na de uitwisseling der akten van bekrachtiging en zal van kracht blijven gedurende een jaar te rekenen van den dag zijner inwerkingtreding, met stilzwijgende verlenging telkenmale voor eenzelfde periode, tenzij het door een der Hooge Verdragsluitende Partijen ten minste zes maanden vóór den afloop mocht zijn opgezegd.

Ter oorkonde waarvan de Gevolmachtigden dit verdrag hebben onderteekend.

Gedaan in tweevoud te 's Gravenhage, den twintigsten Januari negentien honderd drie en twintig.

VAN KARNEBEEK. Z. FIERLINGER.

J. DVOŘÁČEK.

Protocol.

Op het oogenblik, dat tot de onderteekening van het heden gesloten verdrag werd overgegaan, hebben de ondergeteekende Gevolmachtigden de volgende verklaringen afgelegd:

Par. 1.

Aangezien de Regeering van de Tsjechoslowaaksche Republiek zich genoodzaakt ziet voor het oogenblik de door haar ingestelde regeling van de contrôle op de invoeren en de uitvoeren te handhaven, maar aan de producten en koopwaren uit Nederland en de Nederlandsche Koloniën in den zin van het heden geteekende verdrag een tenminste even gunstige behandeling wenscht te verzekeren als aan elken derden staat, zal zij de producten en koopwaren van Nederlandschen en Nederlandsch-kolonialen oorsprong, vermeld op de lijst „A", vrij ten invoer in de Tsjechoslowaaksche Republiek toelaten.

Par. 2.

Evenzoo zal de Regeering van de Tsjechoslowaaksche Republiek afwijkingen toestaan van de in de Tsjechoslowaaksche Republiek bestaande invoerverboden voor de producten en koopwaren van Nederlandschen en Nederlandsch-kolonialen oorsprong, vermeld op de lijst „B", tot aan het beloop van de daarvoor vastgestelde jaarlijksche contingenten.

Par. 3.

De jaarlijksche contingenten, vermeld op lijst „B", zullen worden verbruikt in driemaandelijksche gelijke hoeveelheden, met dien verstande, dat wanneer de invoer in een kwartaal blijft beneden een vierde gedeelte van het contingent, het verschil zal worden toegevoegd aan het contingent van het volgende kwartaal.

Par. 4.

Evenzoo zal van de zijde der Tsjechoslowaaksche Regeering een welwillende behandeling worden toegestaan voor wat betreft de verleening van vergunningen tot invoer in de Tsjechoslowaaksche Republiek, in 't bijzonder voor de producten en koopwaren van Nederlandschen en Nederlandsch-kolonialen oorsprong, vermeld op de lijst „C".

Par. 5.

Er is overeengekomen, dat de afwijkingen, vastgesteld in de paragraphen I, II en IV in niets inbreuk maken op de andere voorschriften, die op den in- en uitvoer in het algemeen van toepassing zijn.

Par. 6.

Voor wat betreft de beperkingen van invoer en uitvoer in het algemeen, zullen de Hooge Verdragsluitende Partijen zich gedragen overeenkomstig de artikelen III en V van bovenbedoeld verdrag, met dien verstande, dat de aangelegenheid der contingenten is geregeld door de bepalingen van dit protocol.

Par. 7.

1. Indien de omstandigheden zulks wenschelijk maken, zal de Regeering van de Tsjechoslowaaksche Republiek kunnen eischen, dat de op haar grondgebied ingevoerde producten en koopwaren vergezeld zullen zijn van een certificaat van oorsprong. De certificaten van oorsprong zullen worden afgegeven door de bevoegde autoriteiten. De Tsjechoslowaaksche Regeering zal de kostelooze legalisatie van de onderwerpelijke certificaten van oorsprong door een Tsjechoslowaaksch Consulaat in Nederland of in de Nederlandsche Koloniën kunnen eischen.

2. Evenzoo behoudt de Nederlandsche Regeering zich het recht voor, om, indien de omstandigheden het wenschelijk maken, analoge documenten te eischen voor wat betreft de producten en koopwaren van Tsjechoslowaakschen oorsprong, ingevoerd op het grondgebied van Nederland of de Nederlandsche Koloniën.

Par. 8.

De bepalingen van het onderwerpelijke protocol zijn gebaseerd op de huidige regeling van den invoer en den uitvoer in Nederland. Voor het geval de Nederlandsche Regeering genoodzaakt zou zijn te dien aanzien beperkingen in te voeren, die den invoer van Tsjechoslowaaksche goederen zouden kunnen treffen, zal zij zich met de Tsjechoslowaaksche Regeering verstaan over de vaststelling, voor wat betreft deze artikelen, van contingenten, overeenkomende met de wederzijdsche belangen.

Par. 9.

1. De bepalihgen van dit protocol zullen tegelijkertijd van kracht worden als het heden tusschen Nederland en de Tsjechoslowaaksche Republiek gesloten handelsverdrag, met dien verstande, dat dit protocol zal worden goedgekeurd, overeenkomstig de wetten en bepalingen van de wederzijdsche Staten.

2. Onverminderd het bepaalde bij par. 8 van dit protocol, zal dit laatste vervallen tegelijk met bovenbedoeld handelsverdrag, welteverstaan evenwel, dat het protocol zal ophouden van kracht te zijn, zoodra het stelsel van beperkingen zal worden opgeheven.

3. Gedurende deze tijdsruimte zullen de Hooge Verdragsluitende Partijen in gemeen overleg de bepalingen van dit protocol kunnen wijzigen, indien de omstandigheden met betrekking tot de wederzijdsche economische betrekkingen zulks wenschelijk maken.

Gedaan in tweevoud te 's Gravenhage, den twintigsten Januari negentien honderd drie en twintig.

VAN KARNEBEEK. ZD. FIERLINGER.

J. DVOŘÁČEK.

A.

Lijst van vrijen invoer in Tsjechoslowakije.

Koffie
Thee
Haringen (versch en gerookt) en andere visch
Wol
Granen
Vlas
Zaden: Nummers van het Tsjechoslowaaksche tarief: 46, 47
Van 49: Ornithopus sativus
Van 50: Phleum pratensis
Lolium italicum
Lolium perenne
Avena elatior
Poa pratensis
Poa trivialis
Trisetum flavescens
Cynosyrus cristatus
Daktylis glomerata
en de zaden van andere grassoorten, maar alle niet gemengd
Van 52: alle bloem- en groentezaden.
Copra
Cacaoboonen
Pootaardappelen

Exotische looistoffen

Katoen, rubber

Rotting, riet

Vezelstoffen, b.v. plantenhaar enz.

Metalen (tin daaronder begrepen)

Meel

Benzöe

Huiden en vellen (onbewerkt)

Kunsthoorn

Exotisch hout

Gom damar en gom copal

Kapok

Gecondenseerde melk, gecondenseerde room

Melk, room, boter (volgens de autonome vrije lijst, die op het oogenblik van kracht is).

B.

Lijst der contingenten (jaarlijksche).

Eetbare oliën en vetten (uitgezonderd lijnolie, raapolie en koolzaadolie) (verhoudingsgewijs)	10 000	ton
Minerale smeeroliën	250	„
Lijnolie	1 000	„
Stearine	300	„
Kaarsen	100	„
Oléine	500	„
Glycerine	50	„
Aardappelmeel / Dextrine	2 000	„
Bloembollen en boomkweekerijproducten . .	500	„

Erwten, boonen	1 000	ton
Groenten	1 000	„
Paarden en vee	5 000	stuks
Chocolade, chocoladewaren en suikerwerken	500	ton
Cacaopoeder	1 000	„
Cacaoboter	250	„
Koek en beschuit	50	„
Wollen stoffen	500	„
Jute weefsels	100	„
Kunstzijde	150	„
Rubber artikelen en banden voor automobielen en rijwielen	250	„
Rijwielen	1 000	stuks
Automobielen	150	„
Chemische artikelen (verhoudingsgewijs) . .	50	ton
Pharmaceutische producten	10	„
Kinine en cocaïne	10	„
Electrische lampen	750 000	stuks
Lakken, vernissen en verfstoffen	50	ton
Karwijzaad (witte komijn).	500	„
Leer en lederwaren	500	„
Borstelwerk	5	„
Lijm, gelatine en afvalproducten van deze artikelen:		
1°. beendervet	100	„
2°. gelatine voor voedingsdoeleinden . .	50	„
Geprecipiteerde phosphaten (nevenproducten van de gelatinefabrikatie)	200	„
Kunstmest.	5000	„
Specerijen	750	„
Rijst	5000	„
Essences i. e. alle etherische oliën, behalve jeneverolie en corianderolie	10	„

Lijst C.

Koolzaadolie

Zeep en zeeppoeder

Katoenen artikelen

Lingerieën

Beenderlijm

Vleeschlijm

Gelatine voor technische doeleinden

Instrumenten voor de chirurgie, de laboratoria, alsmede voor optische en andere doeleinden

Metaalwaren

Electrische apparaten en motoren

Zaden, voor zooveel niet vermeld op lijst „A"

Margarine

Kaas.

N°. 151.367/IV-3/24.

Monsieur le Ministre,

Conformément au par. 9 du Protocole signé à l'occasion de la conclusion de la Convention de Commerce tchécoslovaque-hollandaise du 20 janvier 1923, le Gouvernement Tchécoslovague a présenté par la Légation de la République Tchécoslovaque à La Haye au Gouverment Royal des Pays-Bas la demande de vouloir consentir à la modification dudit Protocole dans ce sens que les céréales et la farine figurant sur la liste des marchandises dont l'importation en Tchécoslovaquie est libre (liste A) soient écartés de cette liste A et soient transférés à la liste B avec un contingent annuel de 40 000 tonnes (4000 wagons) céréales et farine.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, je La prie — dûment autorisé à cet effet — de bien vouloir me faire connaître si le Gouvernement Royal des Pays-Bas consent à cette modification.

En même temps, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement Tchécoslovaque consent à ce que le contingent annuel pour les légumes fixé à la liste B par 1000 t soit remplacé par le contingent annuel de 3500 t ainsi qu'il soit ajouté à cette liste un contingent annuel de 2000 t pour les pommes de terre.

Il est entendu que toutes les modifications susvisés entreront en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications de la dite convention.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma parfaite considération.

Praha, le 17 octobre 1924.

Dr. V. Girsa.

Son Excellence
Monsieur Dr. Hendrik Muller van Werendycke,
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire,
à Praha.

LÉGATION ROYALE
DES PAYS-BAS.

N°. 926.

Prague, le 17 octobre 1924.

Monsieur le Ministre,

En réponse à la Note N°. 151367/IV, que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date du 17 octobre 1924, j'ai l'honneur de vous déclarer, spécialement autorisé à cet effet par mon Gouvernement, que ce dernier, conformément au paragraphe 9, alinéa 3 du Protocole signé à l'occasion de la conclusion de la Convention de Commerce entre les Pays-Bas et la Tchécoslovaquie en date du 20 janvier 1923, est d'accord avec les modifications suivantes à apporter au dit Protocole:

Les articles farine et céréales seront écartés de la liste A et seront transférés à la liste B avec contingent annuel de quarante mille tonnes (à savoir quatre mille wagons).

Dans la liste B le contingent annuel de légumes sera augmenté à trois mille cinq cents tonnes tandis qu'un contingent de deux mille tonnes pour pommes de terre y sera ajouté.

Il est entendu que toutes ces modifications entreront en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications de la dite convention.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance renouvelée de ma plus haute considération.

HENDRIK MULLER VAN WERENDYCKE.

Son Excellence
Monsieur EDUARD BENEŠ
Ministre des Affaires Étrangères,
Prague.

VERTALINGEN.

N°. 151.367/IV-3/24.

Mijnheer de Gezant,

Overeenkomstig par. 9 van het Protocol, geteekend ter gelegenheid van de sluiting van het handelsverdrag tusschen Nederland en Tsjechoslowakije van 20 Januari 1923, heeft de Tsjechoslowaaksche Regeering door bemiddeling van het Gezantschap der Tsjechoslowaaksche Republiek te 's Gravenhage aan de Nederlandsche Regeering gevraagd toe te stemmen in de wijziging van dat Protocol in dezen zin, dat de granen en het meel vermeld in de lijst van goederen waarvan de invoer in Tsjechoslowakije vrij is (lijst A) van deze lijst A worden afgevoerd en overgebracht naar lijst B met een jaarlijksch contingent van 40 000 ton (4000 wagons) granen en meel.

Terwijl ik dit ter kennis van Uwe Excellentie breng, verzoek ik Haar — daartoe behoorlijk gemachtigd — mij wel te willen mededeelen of de Koninklijke Nederlandsche Regeering met deze wijziging instemt.

Tegelijkertijd heb ik de eer ter kennis van Uwe Excellentie te brengen, dat de Tsjechoslowaaksche Regeering er in toestemt om het jaarlijksche contingent voor groenten — op lijst B vastgesteld op 1000 ton — te vervangen door een jaarlijksch contingent van 3500 ton, alsmede om aan deze lijst toe te voegen een jaarlijksch contingent van 2000 ton aardappelen.

Al deze wijzigingen zullen in werking treden vijftien dagen na de uitwisseling der akten van bekrachtiging van genoemd verdrag.

Gelief, enz.

Praag, 17 October 1924.

Dr. V. GIRSA.

Zijner Excellentie

Dr. HENDRIK MULLER VAN WERENDYCKE,
Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister,

te Praag.

N°. 926.

Praag, 17 October 1924.

Mijnheer de Minister,

In antwoord op Uwer Excellentie's nota van 17 October 1924 n°. 151367/IV, heb ik, daartoe door mijne Regeering gemachtigd, de eer U te verklaren dat zij, overeenkomstig par. 9, al. 3, van het Protocol, geteekend ter gelegenheid van de sluiting van het handelsverdrag tusschen Nederland en Tsjechoslowakije van 20 Januari 1923, met de volgende wijzigingen van dat Protocol instemt.

De artikelen meel en granen zullen van lijst A worden afgevoerd en overgebracht naar lijst B met een jaarlijksch contingent van veertig duizend ton (vier duizend wagons).

Op lijst B zal het jaarlijksch contingent groenten worden verhoogd tot drie duizend vijfhonderd ton, terwijl er een jaarlijksch contingent van twee duizend ton aardappelen aan zal worden toegevoegd.

Al deze wijzigingen zullen in werking treden vijftien dagen na de uitwisseling der akten van bekrachtiging van genoemd verdrag.

Gelief, enz.

HENDRIK MULLER VAN WERENDYCKE.

Zijner Excellentie
den Heere EDUARD BENEŜ,
Minister van Buitenlandsche Zaken,
Praag.